



## **L'économie d'extraction en RD Congo : l'éternel champ de bataille des puissances étrangères**

Justin M. Ndandu<sup>1</sup>

*Le territoire congolais est l'objet de toutes les convoitises, de tous les fantasmes, de tous les enjeux, de tous les combats et de tous les coups tordus des puissances étrangères. Leur seul objectif : s'approprier les richesses de cet immense pays au détriment de son propriétaire, le peuple congolais. Joseph Kabila, l'ancien chef de l'Etat congolais, a voulu changer ce tragique destin mais il a été honni, vilipendé et accusé de tous les maux par les élites et les médias occidentaux. Son « crime » c'est d'avoir voulu mettre fin au pillage des richesses du pays. Sa stratégie a consisté à changer de partenaires. Du partenariat dit « traditionnel » avec les puissances occidentales, Joseph Kabila a opté pour un partenariat avec les Asiatiques, les Chinois en particulier.*

Derrière Joseph Kabila et Félix Tshisekedi, on voit clairement l'ombre des grandes puissances, la Chine d'un côté, les États-Unis, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, le Canada... de l'autre côté. Il est donc important de comprendre ce qu'a été l'apport de Joseph Kabila dans l'histoire récente politique de la RD Congo.

Depuis l'arrivée de Félix Tshisekedi au pouvoir en décembre 2018, le pays de Patrice Lumumba vit pratiquement le remake de 1960 : l'actuel chef de l'Etat, Félix Tshisekedi est accusé de jouer le rôle qu'avait assumé autrefois le président Mobutu, celui d'être l'agent au service des intérêts occidentaux, une dénonciation récurrente des opposants congolais de la diaspora en Belgique, depuis son arrivée au pouvoir. Ces opposants accusent Félix Tshisekedi de livrer le pays aux Occidentaux contrairement à son prédécesseur. Le chef de l'Etat congolais ne se gênerait d'ailleurs pas et ferait pratiquement la cour aux puissances occidentales. Les États-Unis et le royaume de Belgique sont apparemment ses partenaires préférés. Depuis son arrivée au pouvoir, une « guerre froide » a repris entre Occidentaux et Chinois en RD Congo pour l'accès aux ressources naturelles congolaises. Le scénario d'un éternel champ de bataille entre les puissants de ce monde se redessine à nouveau.

---

<sup>1</sup> Membre de Bamko.

## **Kabila « catapulté » à la présidence de la RD Congo en janvier 2001**

Joseph Kabila arrive au pouvoir en janvier 2001 après l'assassinat de son père, le président Laurent-Désiré Kabila<sup>2</sup>. Il hérite d'un pays en guerre, envahi et occupé aux trois quarts par les armées rwandaise et ougandaise derrière lesquelles se cachent mal certaines puissances occidentales, notamment les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Après la signature des accords de paix de Lusaka en Zambie imposés par les Occidentaux en 2003, et le « retrait » supposé des armées ougandaise et rwandaise du territoire congolais, Joseph Kabila décide de rompre avec l'ordre prédateur d'antan, autrement dit l'injuste partenariat avec les Occidentaux qui durait depuis 1960, l'année de l'accession de la RDC à l'indépendance. Les « maîtres » occidentaux le vivront comme un affront, voire comme une défiance. Ils ne le lui pardonneront jamais. Habitués depuis toujours à avoir un accès sans entraves aux ressources naturelles du Congo, leur mise à l'écart était vécue comme une insupportable insulte de lèse-majesté, comme un affront voire une déclaration de guerre. D'autant plus que depuis 1960, ils se servaient sans restriction.

En effet, en 1960, pour continuer à avoir la mainmise sur les richesses du Congo devenu « indépendant », les Occidentaux avaient mis la main sur « leur » homme, le garant de leurs intérêts en RDC, Joseph-Désiré Mobutu. Ils avaient en outre déclenché une guerre sans merci contre le « bloc de l'Est », c'est-à-dire les pays communistes pour contrer leur influence sur le Congo, mais également pour les empêcher d'avoir accès aux immenses ressources naturelles de ce pays. Soixante ans après l'indépendance de la RD Congo, les maîtres du monde ont trouvé leur nouvel homme de main : Félix Tshisekedi Tshilombo. Pour la continuité du pillage comme lors de l'Etat indépendant du Congo (E.I.C : 1885-1908), propriété privée du roi Léopold II, comme pendant la colonisation (1908-1960). Mais aussi pendant les 32 ans du règne absolu (1965-1997) de Mobutu, exception faite lors de la courte présidence de Laurent-Désiré Kabila (1997-2000), une indépendance d'esprit qu'il paiera de sa vie, comme Patrice Lumumba en 1960.

### **Joseph Kabila et le partenariat Congo-Chine**

Joseph Kabila accède au pouvoir, de façon accidentelle, en janvier 2001 après l'assassinat de son père, le président Laurent-Désiré Kabila. Jeune officier de l'armée âgé de 29 ans, il a été propulsé au pouvoir par ceux qu'on a appelés les « compagnons de lutte et collaborateurs (ministres, officiers supérieurs et généraux) » de son père, un ancien maquisard

---

<sup>2</sup> Nashi, E. M. A. (2007). Pourquoi ont-ils tué Laurent-Désiré Kabila», L'Harmattan, Paris, 2007

qui avait combattu le pouvoir dictatorial de Mobutu pendant trois décennies. Quelques années après son arrivée au pouvoir, Joseph Kabila va radicalement changer les rapports de la RD Congo avec ses partenaires. Du partenariat privilégié avec les pays occidentaux, il optera pour le partenariat avec les pays asiatiques, et particulièrement avec la Chine. Ce faisant, il va rompre l'ordre habituel des rapports entre la RD Congo et « ses » partenaires dits traditionnels, c'est-à-dire les puissances occidentales. Le partenariat avec la Chine donna lieu, en 2009, au « *contrat-troc : infrastructures contre minerais* » d'un montant de 9 milliards USD. La Chine devait construire des infrastructures (routes, hôpitaux, centres de santé, chemins de fer, aéroports, universités, etc.) qui font cruellement défaut à cet immense pays tandis que la RD Congo devait mettre à la disposition de la Chine des minerais de cuivre, de cobalt et autres d'une valeur de 9 milliards USD. « *L'accord prévoyait l'octroi d'un prêt de deux milliards de dollars lié à la modernisation de l'appareil de production minière. De plus, deux entreprises chinoises, la Sinohydro et la CREC (China Railway Engineering) devaient réaliser des travaux d'infrastructures – 3500 km de routes, autant de kilomètres de chemins de fer, des infrastructures de voiries surtout à Kinshasa, 31 hôpitaux de 150 lits et 145 centres de santé – pour une valeur estimée à 6,5 milliards de dollars* ». <sup>3</sup>

Mais cet arrangement financier souleva un tollé surréaliste en Occident. Il s'en est suivi une véritable « *vendetta* » contre le président congolais, Joseph Kabila. Menaces et chantages... rien ne fut épargné au pouvoir congolais. A voir comment des pays occidentaux, et notamment l'ancienne métropole coloniale, la Belgique, ont réagi vis-à-vis de ce contrat signé entre deux Etats, il est clair que le Congo n'est pas considéré comme un Etat indépendant et souverain par les impérialistes occidentaux. Et par conséquent, pas maître de ses ressources naturelles. Les puissances occidentales renient au Congo, pays membre de l'ONU, sa souveraineté sur ses richesses et la liberté de conclure des contrats avec des partenaires de son choix. Il s'en est suivi une forte pression sur le pouvoir congolais de sorte que la RD Congo fut contrainte de revoir ses ambitions à la baisse : de 9 milliards USD, le contrat avec la Chine fut ramené à 6 milliards USD. Mais pour les Occidentaux, Joseph Kabila était devenu l'homme à abattre.

### **Les médias occidentaux et la diabolisation de Joseph Kabila**

A partir de ce moment, le président congolais et son gouvernement seront victimes d'une diabolisation systématique dans les médias occidentaux. Ces derniers s'adonnèrent à un lynchage qui n'avait rien à voir avec l'information : accusations répétées sur la violation des

---

<sup>3</sup> « Le contrat du siècle » *Le Monde Diplomatique* de février 2011

droits de l'homme, accusations à propos de la corruption... bref, tout ce qui pouvait discréditer le président congolais et son pouvoir y passait sans nuance.<sup>4</sup>

Dans cette « guerre » contre Joseph Kabila et son pouvoir, le journal 'La Libre Belgique' avait raflé la palme d'or comme à son habitude quand il s'agit de dénigrer le Congo. Et sa « spécialiste » du Congo, Marie-France Cros, viscéralement opposée aux velléités d'indépendance des dirigeants congolais, s'en donna à cœur-joie. Tous les malheurs du pays étaient mis, sans aucune nuance, sur le dos de Joseph Kabila. Il n'était plus question d'informer, elle ne publiait que des brûlots contre le pouvoir congolais : « *Kabila le nouveau Mobutu* », « *Kabila reproduit la politique de Mobutu. Avec des différences* »<sup>5</sup>, « *RD Congo : le dangereux appétit d'ogre des kabilistes* »<sup>6</sup>, etc. On se souvient qu'en 1960, ce journal conservateur belge avait pris le Premier ministre congolais, Patrice Lumumba, en aversion et l'avait couvert d'ignominie, le traitant en pestiféré, notamment de communiste, car le mot 'communiste' avait à l'époque une connotation extrêmement péjorative.

Un autre cas de l'ingérence, de l'arrogance et du mépris des Occidentaux pour l'indépendance et la souveraineté de la RD Congo, fut le comportement scandaleux de l'ancien ministre belge des Affaires étrangères, Karel De Gucht. Lors d'un séjour officiel en RDC en 2008, foulant aux pieds les règles les plus élémentaires de la diplomatie, Karel De Gucht avait tenu des propos surréalistes au président congolais, Joseph Kabila. On aurait cru entendre un maître face à son esclave : « *Je vous le dis, les accords avec la Chine ne passeront pas le cap de l'Assemblée nationale. [...] Vous devez remanier votre gouvernement et m'en tenir informé. Les 200 millions de dollars que nous vous donnons au titre de l'aide nous donnent un droit de regard moral sur votre politique* ».<sup>7</sup>

Selon 'Le Monde Diplomatique'<sup>8</sup>, même le Fonds monétaire international (FMI) s'en était mêlé et avait tenté de bloquer cet accord Chine-Congo. Mais les dirigeants congolais et chinois ont tenu bon face à la pression occidentale. Ils ont réussi à finaliser leur accord bien que réduit de 9 à 6 milliards US comme l'exigeaient finalement les Occidentaux, après que ces derniers eurent échoué à obtenir l'annulation pure et simple de l'accord.

---

<sup>4</sup> Tipo-Tipo, M. B. (2006). La deuxième guerre occidentale contre le Congo: offensive des médias et dessous des cartes. Editions L'Harmattan ; Murhula Amisi Nashi, E. (2002). Le méga-énonciateur: pour une analyse sémio-pragmatique du discours de la presse (Doctoral dissertation, UCL-Université Catholique de Louvain) ; Murhula A. Nashi, "Médias et diplomatie : la guerre du Congo dans le journal", dans La Revue Nouvelle, n° 9, tome 117, sept. 2003, pp. 96-109

<sup>5</sup> LaLibre.be du 15 mai 2017

<sup>6</sup> La Libre-Belgique du 12 juin 2019

<sup>7</sup> Colette Braeckman, « Le droit de regard moral des Belges est récusé », Le Soir du 25 juin 2008

<sup>8</sup> « Le contrat du siècle » *Le Monde Diplomatique* de février 2011

## Conclusion

Joseph Kabila a fini par « *obtempérer* » aux diktats et injonctions des « *maîtres* » du monde en se retirant du pouvoir afin d'épargner le pays déjà exsangue d'une énième rébellion fantoche ou d'une nouvelle guerre. Joseph Kabila connaît le modus operandi des Occidentaux qui n'ont, historiquement, jamais hésité à assassiner tout dirigeant d'un pays du Tiers monde insoumis à leurs desiderata. Il a donc fait le choix de s'épargner une fin tragique comme Patrice Lumumba et Laurent-Désiré Kabila, son père.

Cela dit, la guerre permanente des puissances occidentales contre la RDC trouve toujours des complices parmi les dirigeants congolais, et ceux d'entre eux qui ont osé s'opposer au pillage des ressources naturelles du pays l'ont payé de leurs vies : Patrice Lumumba et Laurent-Désiré Kabila n'avaient commis d'autre crime que celui d'avoir rêvé de mettre les richesses du Congo au service du bien-être des Congolais.

Après l'élection présidentielle très contestée de décembre 2018, les Occidentaux auraient désormais et enfin « *leur homme* », leur « *serviteur* », Félix Tshisekedi, bien disposé à accomplir leur volonté et à servir leurs intérêts. Une fois de plus, le peuple congolais est face à une cruelle et éternelle réalité : des élites occidentales se considèrent comme les véritables propriétaires des ressources naturelles du Congo. Et pour cette raison, elles sont prêtes à continuer de faire de ce pays leur éternel champ de bataille pour garantir leur accès, sans restrictions, à ses ressources naturelles.

Pour citer cet article : Justin M. Ndandu (Juillet 2021)  
« L'économie d'extraction en RD Congo : l'éternel champ de bataille des puissances étrangères »,  
Analyse n° 7, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.